

MONGONGO



Bimensuel

28 juin 2010

N°21

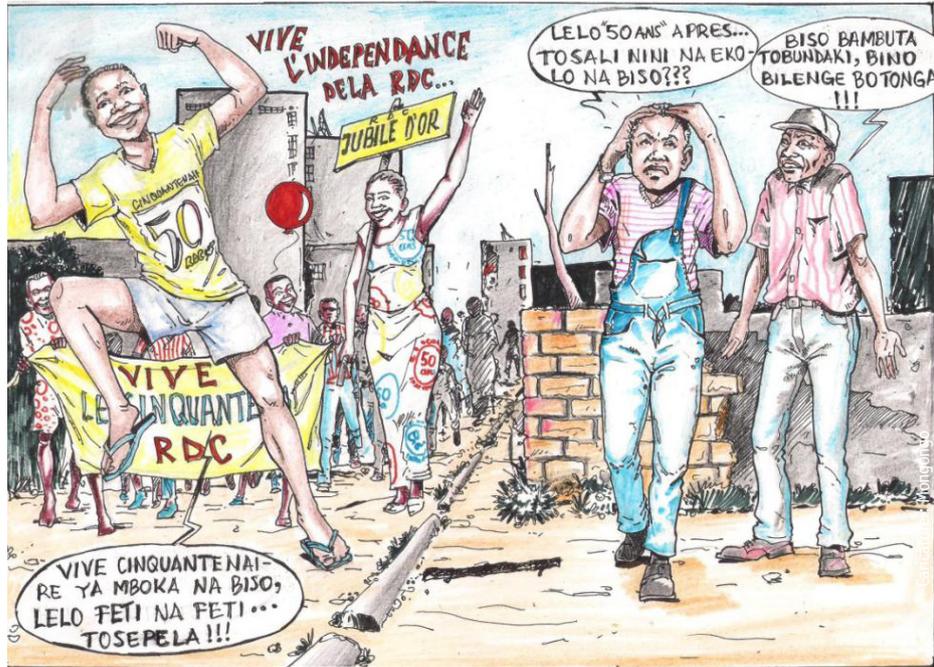
400 FC

Reconstruire 50 ans après : une question de volonté

50 ans après l'indépendance, les Belges ne reconnaîtraient plus la province : l'agriculture alors florissante végète, ne nourrissant plus ni les pays, ni Kisangani. Malgré les efforts de l'INERA/Yangambi, qui, sans subsides, aide les agriculteurs en leur fournissant des semences. Seules quelques routes récemment refaites sont carrossables, le train n'existe pratiquement plus, le trafic des bateaux de l'ONATRA sur le fleuve est inexistant.

En ville, les bâtiments qu'ils ont construits sont toujours là, en piteux état, et rares sont les édifices nouveaux. Les usines ont fermé leurs portes. L'université, elle, les a ouvertes toutes grandes aux étudiants aujourd'hui très nombreux qu'elle n'a pas les moyens de bien former.

Les défis sont immenses pour redonner à la province orientale et à sa capitale, son dynamisme et son lustre d'antan. Tout est possible car elle a gardé tous ses atouts et ses richesses naturelles. C'est une question de bonne volonté de tous et de volonté politique.



Le désenclavement, un défi pour la ville de Kisangani

Considérée jadis comme le 3^{ème} pool économique du pays, carrefour entre l'Est et l'Ouest grâce à ses routes, ses trains et le fleuve, Kisangani vit aujourd'hui enclavée, tout comme les autres villes de la province Orientale. Hommes et marchandises ne circulent plus comme il y a 50 ans, ce qui pénalise lourdement le développement économique de la région.

Certes, nous fêtons cinquantenaire mais nous n'avons fait que régresser dans presque tous les secteurs, y compris le transport», s'indigne un agent de l'Office des routes. La Province orientale, sa ville de Kisangani est enclavée. Difficile d'atteindre Opa-la, Banalia, Yahuma, Buta, par véhicule. Les bourbiers, la brousse, les arbres ont droit de cité. Seuls les vélos et motos s'y fauflent après un parcours de combattant. Difficile pour les gens de circuler, de commercer, de travailler, de se nourrir, de se soigner, d'étudier et de se rencontrer sans voies de communication. Les routes

Yangambi et Ituri réhabilitées se dégradent déjà. Selon l'Office des routes, la province orientale dispose de 9386 km des routes dont 7415 sont impraticables soit 79%. L'enclavement est total. Deux raisons majeures ont conduit à cette dégradation : le climat et la nature du sol et l'absence d'entretien des infrastructures. Pendant plus de deux décennies, l'Office des routes n'a pas eu de budgets pour l'entretien des routes.

Finie l'époque où les chefs lieux des territoires étaient visités en une seule journée, aller-retour. «Nous faisons Kisangani-Buta (326 km) par bus.

(suite en page 4 et 5)

A LIRE EN PAGE...

1 Le désenclavement, un défi pour la ville de Kisangani

2 Yangambi vit grâce à l'ingéniosité des responsables

3 Agriculture longtemps principale richesse de la province

4 Jean Mayani avec Lumumba, aux premières heures...

5 L'armée n'est plus ce qu'elle était

6 Bâtiment 1925 : un édifice à l'image de l'histoire de la ville

7 La lente intégration sociale des métis

8 Le nombre d'étudiants prime sur la qualité de la formation

Yangambi vit grâce à l'ingéniosité des responsables

Jadis, site incontournable de la recherche agricole pour l'Afrique et le monde, le centre de recherches INERA/Yangambi, n'est plus que l'ombre de lui-même. Sans subsides, seules les petites initiatives des responsables ne permettent pas de remplir la mission.

A l'entrée du site de l'Institut National d'études et des recherches agronomiques (INERA/Yangambi) à Yangambi, cité située à 90 km à l'ouest de Kisangani, c'est l'émerveillement. Une forêt vierge avec des gros arbres et diverses espèces des végétaux. Ici, l'air est pur, le vent doux fait bruisser les arbres. C'est aussi la stupéfaction de découvrir que cinquante ans après, la majorité des 135 villas des cadres garde encore toutes leurs beautés malgré les années d'abandon. Vitres, fenêtres, toitures en tuile...sont en état. La qualité des briques cuites témoigne du sérieux de la construction pour tout visiteur. Les maisons même inhabitées sont assainies. Les 1200 maisons de travailleurs réparties dans cinq quartiers présentent, elles, des signes de détérioration avancée.

Des avenues reliant ces différents quartiers se maintiennent encore grâce aux efforts des autorités locales qui débroussaillent. Ce qui permet aux véhicules du commissaire de district nouvellement acquis et de certains organismes de sillonner sans trop de peine. Le centre dispose de collections végétales importantes (herbarium) mais souffre de l'isolement et de manque de moyens de fonctionnement. Plus de 2000 lignées d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie sont répertoriées.

L'INERA s'occupe de la production des semences de base et de matériel végétal. C'est vers les années 1970 que commence la détérioration de ce patrimoine avec le départ des chercheurs expatriés. Depuis 1990, le centre de recherches ne reçoit plus de frais de fonctionnement du gouvernement mais les responsables locaux refusent d'abdiquer. «Sous la colonisation, avant de voter le budget du royaume de Belgique, on votait d'abord celui de l'INEAC», raconte l'ingénieur David Bantodiya coordonnateur des recherches de l'INERA pour montrer l'importance de ce patrimoine considéré comme le plus grand centre de recherches agronomiques d'Afrique centrale. Malgré ce manque de moyens, les recherches se poursuivent grâce surtout à l'ingéniosité des agents. L'effectif des ingénieurs est très faible par rapport au travail à réaliser : 32 contre 400 à l'époque. Ils n'ont que deux motos pour circuler, à la direction. «La majorité des ingénieurs font 4km à vélo ou à pied pour la



Caricature : Mungongo

supervision. Certains ont acheté eux mêmes des motos. La main d'œuvre est âgée, et non motivée» ajoute-t-il.

Des initiatives de maintien

En sillonnant la cité, des pancartes des projets financés par les organismes internationaux et nationaux sont visibles. Un projet du musée de la Belgique travaille depuis 2009 pour la vulgarisation à travers Internet de toutes les espèces d'herbes stockées à l'Herbarium de Yangambi. L'Inera travaille avec le centre de riz pour l'Afrique (ADRAO) depuis 2005. Les résultats des recherches sont expérimentés auprès de la population locale par l'organisation des journées agricoles au cours desquelles les riverains choisissent les variétés qu'ils jugent plus productives. Ce qui explique la présence d'associations de planteurs de plus en plus nombreuses. Les recherches connaissent du succès. «La production du riz de la série R66 est passée de 2500 kg avant le départ des Belges à 3500 kg par hectare cultivé», se réjouissent les responsables. Ces recherches ont permis d'améliorer la culture de niébé (vigna), du café, de l'arachide, du soja et du caoutchouc. «En mai dernier sur commande des agriculteurs de Bandundu, nous avons fourni 30kg de semences de café, 300 cabosses de cacaoyer» déclare Bantodiya. L'Inera a fourni aussi des palmiers à l'huile à un particulier à Kisangani et des semences de cacao et de café à des

agriculteurs de Beni au Nord-Kivu.

Un centre de dimension internationale

Un laboratoire, un amphithéâtre, des auditoires pour les étudiants de l'Institut facultaire agronomique (IFA), bien qu'en état d'abandon témoignent encore de l'importance de ce centre des recherches agricoles aux dimensions régionales et internationales. INERA a succédé à l'Institut National d'Etudes Agronomiques du Congo (INEAC) crée le 22 décembre 1933 avec comme siège Yangambi. Une grande bibliothèque renfermant les études sur le Congo dans tous les domaines y existe. «Il y a des ouvrages qui parlent même des mentalités des populations», révèle le coordonnateur. Mais également des études sur l'agriculture du Rwanda et du Burundi. La production de cacao et du café de la Côte d'Ivoire ; du palmier à huile en Malaisie tirent leurs origines à Yangambi. Cinq programmes de recherche : caféier, cacaoyer, palmier à huile, riz et de la gestion et conservation de la ressource naturelle sont mis en œuvre. D'après un membre de la société civile locale, «l'état de la route de Yangambi ne favorise pas la promotion de la recherche, il serait bon de le désenclaver». La présence de l'IFA à Yangambi plutôt qu'à Kisangani serait aussi une bonne chose pour la relance de la recherche. La commercialisation des semences et les partenariats avec le secteur privé doivent être encouragés.

Gabriel FAMBA

L'agriculture longtemps principale richesse de la province

50 ans après l'indépendance, l'agriculture n'arrive plus à faire vivre les paysans et à nourrir la ville de Kisangani. Pendant longtemps, ce fut pourtant la principale richesse de la province qui vendait ses produits à Kinshasa et à l'étranger. Cependant, on note, depuis peu, un timide regain d'intérêt pour ce secteur.

Petit à petit, l'intérêt pour l'agriculture, longtemps la principale richesse de la province, négligée depuis longtemps, renaît. Mais, la production est bien loin d'atteindre ce qu'elle était lors de l'indépendance et la ville de Kisangani doit importer une grande partie de ce qu'elle consomme.

Des privés se mettent à cultiver de petits champs estimant que «mabele eliaka nyongo ya motu te», en lingala «le sol paye toujours». «J'ai 10 ha de manioc et un autre d'arachide», témoigne Clément Assea, agent à la direction générale des douanes et accises, propriétaire de 20 ha non loin de l'aéroport de Bangboka. De part et d'autre de cette route, des pancartes au nom des fondations de certains hommes politiques qui font des champs.

En avril 2010 le gouvernement central a fait un geste spectaculaire en dotant la Province Orientale de 80 tracteurs de labour. Le paysan qui en a besoin s'adresse au conseil agricole rural de gestion (CARG) qui lui loue moyennant 80 \$ par ha. Mais, il faut avoir des exploitations de plus 100 ha pour rentabiliser un tracteur.

Des Ong locales ou internationales, des Eglises, des institutions d'enseignements du domaine agricole ont aussi entrepris d'aider à relever ce secteur. «L'Institut international de l'agriculture tropicale (IITA) a introduit depuis 2009 de nouvelles variétés de boutures de manioc, liyayi, obama et mayombo qui produisent 6 à 10 tonnes par ha», explique Adrien Ndonga, directeur l'IITA.

Ces quelques initiatives sont le signe que l'agriculture suscite à nouveau de l'intérêt. Un timide redémarrage encourageant. Mais il y a beaucoup de chemin à faire pour retrouver la production d'il y a 50 ans.

247 plantations...

«Les colons nous ont laissé 247 plantations dans le district de la Tshopo, notamment COM UELE, PLANKUMU, CELCO, CAFKO, BELGICA. Le Congo était prospère parce qu'ils rentabili-

saient toutes les potentialités en développant non seulement les cultures de subsistance mais aussi les cultures industrielles», affirme Marcel Chepele, conseiller au ministère provincial de l'Agriculture. A la veille de l'indépendance, la Province Orientale avait les deux cultures les plus rémunératrices du Congo : l'huile de palme qui représentait 32 % de la production globale de la colonie grâce à l'entreprise Huilerie du Congo Belge (HCB) située dans le territoire de Basoko et le tiers de la production nationale du coton. «Les colons imposaient aux hommes, femmes, jeunes valides d'exploiter une étendue de plus ou moins 30 hectares», ajoute Marcel Chepele. L'encadrement était assuré par des

produits jusqu'à Kinshasa. Kisangani alimentait Kinshasa en produits vivriers tels le riz, le manioc, le maïs, la banane plantain, l'huile de palme. «La province exportait sous d'autres cieux avec fierté», affirme un ancien fonctionnaire. Aujourd'hui, les routes de dessertes agricoles sont impraticables, les plantations abandonnées et les agriculteurs découragés peinent à nourrir la ville. Selon Marcel Chepele, «la zairianisation en 1974 avec l'attribution de 188 plantations aux Congolais a tout gâché.» «L'exploitation sans jachère du sol, les maladies des plantes, le vol de produits de champs, l'insécurité... en sont d'autres raisons», renchérit l'ingénieur Dimanche Yenga. «Aujourd'hui



Quelques tracteurs agricoles remis à l'Eglise Catholique

Credit photo : photo Mongongo

moniteurs agricoles jusqu'au niveau de la collectivité ou de la chefferie. Ils se chargeaient de la sélection des semences, du suivi de l'évolution des travaux et rédigeaient un rapport annuel sur les difficultés des paysans : les maladies, les calamités naturelles survenues au cours de la production. Les semences provenaient du ministère de l'Agriculture ou des centres de recherches.

La commercialisation était facile. Les sites de production étaient accessibles par voie routière, voie ferrée et fluviale pour l'évacuation des

la population active s'exile dans les centres urbains ou à Kisangani abandonnant l'agriculture devenue non rentable», constate le directeur du cabinet de ministre provincial.

Pour permettre un véritable redémarrage, les efforts individuels ne suffisent pas, il faudrait un plan et une politique gouvernementale de relance et d'encadrement des paysans, un budget alloué à l'agriculture et au paiement des agents du secteur, ingénieurs et moniteurs.

David Malisi

Jean Mayani avec Lumumba, aux premières heures de l'indépendance

Jean Mayani, 78 ans, est l'un des rares survivants du directoire du parti lumumbiste à Kisangani. Il témoigne des premiers moments de l'indépendance et salue le courage politique de Patrice Emery Lumumba face aux colonisateurs. Il espère que les hommes politiques se mettront au service de la population.

Journal Ecole Mongongo : Comment avez-vous commencé la politique ?

Jean Mayani : Je suis parmi les premiers militants de Mouvement National Congolais (MNC/L), créé en octobre 1958 à Kisangani. J'ai été élu successivement secrétaire communal à Kabondo, puis député provincial en 1960, une année après la tenue du premier congrès du MNC dans l'actuel cercle d'Etat de Mangobo en octobre 1959. Au terme d'une semaine des travaux, les forces de l'ordre sont venues nous disperser. Nos militants et certains Blancs qui étaient pris en otage par la population sont morts. D'où l'appellation de Kisangani, bastion du nationalisme.

J'ai été prisonnier politique pendant deux ans à Makala à Kinshasa et à la prison centrale de Kisangani entre 1962 et 1963. D'autres pionniers ont été également incarcérés : Antoine Gizenga à Bulabemba, Luzumu à Kinshasa, Jean Pierre Fina, le premier gouverneur de la Province Orientale, avant d'être tous transférés à Bakwanga au Bas Congo, où certains ont été exécutés avec d'autres cadres du MNC.

J. E. M : Comment avez-vous connu Lumumba ?

J. M : Je l'ai connu vers les années 1952 et 1953 comme Président à la fois du cercle des évolués et de l'APIC (délégation syndi-

cale des agents). Son statut de représentant des évolués lui a permis d'être reçu par le roi Baudouin lors de son premier passage à Kisangani en 1955. Par lui, le roi voulait avoir l'opinion des Congolais sur



Jean Mayani, Lumumbiste des premières heures

l'indépendance, car les indépendances des pays de l'Afrique du nord influençaient le Congo. J'ai été surtout marqué par son courage à dénoncer l'injustice et l'oppression que subissaient les Noirs. Il a dénoncé le pillage des ressources naturelles par l'Occident qui avait la main mise sur 250 sociétés au Congo supervisées par la Société générale, le poumon économique de la Belgique. Ce qui lui a valu la disgrâce des Occidentaux.

Comme Lumumba était classé parmi les notables congolais, il a joui de la carte de mérite civique et visité la foire internationale de Bruxelles. Là, il a pris des contacts

fructueux avec d'autres politiciens belges. Ses contacts avec Kwame Nkrumah à Accra et d'autres noirs expulsés des USA pour avoir manifesté contre le racisme l'ont beaucoup marqué. Son courage politique a fait de lui un héros national après 80 ans de colonisation. Il n'a jamais pris des armes, il prêchait plutôt la non violence.

J. E. M : Avez-vous continué la politique ?

J. M : J'étais candidat à la députation nationale en 2006 avec François Lumumba, l'un des fils de P E Lumumba. Tous, nous avons échoué, faute de moyens. Partout au monde, on finance les candidats pour battre campagne. Nous nous sommes présentés en nous appuyant sur le succès de P. Lumumba.

De notre temps, on ne distribuait pas des t-shirt, chapeaux. Profitant de la misère, les politiciens actuels achètent la conscience des gens comme pendant les élections de 2006. Je crois que la population congolaise tire aujourd'hui la leçon des élections de 2006 et exprimera son mécontentement en 2011. Les élus vivent dans la bourgeoisie en touchant 5 à 6 000 \$ par mois, pendant que les officiers de l'armée et de la police et les agents de l'Etat sont au bas de l'échelle. Durant ce second cinquantenaire, que l'Etat soit au service de la nation et l'économie au service de la population.

Propos recueillis par Hortense Basea

(suite de la une)

Les véhicules faisaient Kinshasa- Kisangani via Opala», se souvient Jules Okete, historien.

Triste état

Les réseaux routier, ferroviaire et fluvial sont en piteux état. Or la mobilité dans la province tient à la combinaison de ces trois voies. L'unique vieille locomotive de plus 20 ans dont dispose la Société Nationale de Chemin de Fer du Congo (SNCC), met une ou deux semaines pour atteindre Ubundu à 125 km. «Il nous arrive de passer un mois sans organiser un trafic», regrette Emile S'hung Otshudi, directeur de cette entreprise publique. «Jusqu'en 1974, notre gare et port travaillaient 24 h/24 avec plus deux trains courriers et de marchandises par jour», se souvient-t-il. Les herbes envahissent les installations, les grands bâtiments servant d'entrepôt et de garage. La SNCC compte actuellement 40 agents actifs contre 600, il y a 25 ans.

Sur le fleuve, depuis près de deux décennies (1997-1998)

également, le port de Kisangani ne connaît plus l'accostage intense des grands bateaux (courriers) à l'instar de Gungu, Ebeya. Ce sont les privés qui assurent le transport fluvial entre Kisangani et Kinshasa et les populations voyagent sur des barges sous la pluie et le soleil. Inutilisées, les infrastructures portuaires de l'Office National de Transport (ONATRA) sont exploitées par la MONUC.

L'agriculture pénalisée

Avant l'indépendance, la combinaison de ces trois modes de transport permettait l'évacuation des produits des champs vers les grands centres de consommation et l'exportation.»

Les arachides de Buta ; les café, cacao, riz et caoutchouc d' Opala ; Les poissons, cossettes de manioc d'Ubundu, et les viandes boucanées, le riz de Bafwasende alimentaient les divers centres», explique Ngwe Munkokole, ancien chef d'équipe des cantonniers de la route Buta.

(suite en page 5)

L'armée n'est plus ce qu'elle était

François Ilumbe Ibenge, président des anciens combattants de la commune de Makiso, engagé dans l'armée en 1957, témoigne des conditions de vie et de la discipline des militaires de l'époque. Aujourd'hui, les 1380 anciens combattants de la ville, qui comme lui ont bien servi la nation, sont oubliés de tous, même pour la fête de l'indépendance.

Journal Mongongo : quand avez-vous rejoint l'armée ?

François Ilumbe Ibenge : C'est en 1957 que je me suis inscrit volontairement dans la force publique comme militaire sur demande du gouvernement. J'ai participé à la guerre de sécession en janvier 1959 au Katanga et celle de Mulele en 1964. Après cela, j'ai été transféré de l'Infanterie aux camps Léopold II actuellement camp Kokolo. Ensuite à Kamina. Avec une armée de la force publique très bien organisée, nous avons pu repousser les hommes de Mulele.

Chaque fois avant d'aller à la guerre, on nous donnait une ration suffisante par rapport à notre charge et responsabilité et notre solde. On avait tout un service qui surveillait les familles des militaires qui étaient au front. Voilà ce qui nous amenait à avoir un moral de fer pendant la guerre. Dans les camps, on était bien et on ne mendiait pas. On ne vivait pas sur le dos de la population.

J.E.M : Quelle était la discipline militaire à votre époque ?

F.I.I Les militaires étaient rares en ville. On ne devait pas les rencontrer tout le temps dans la cité et encore moins en tenue de service. Les militaires ne restaient que dans les camps et ne pouvaient sortir que sur un ordre de l'Etat Major. Pendant les fêtes, on organisait des cérémonies rien qu'à la

cantine militaire et sous haute surveillance des autorités supérieures. Vous deviez prendre votre boisson rien qu'à la cantine et pas dans un autre endroit. Un militaire ne pouvait pas se promener avec une tenue militaire en pleine ville. Un militaire surpris à coté d'une jeune fille ou d'une femme purgeait une sanction exemplaire. On n'avait pas le moindre droit de faire route ensemble avec une femme et pire d'écouter la musique. Nous avions une discipline que l'on ne peut pas retrouver 50 ans après.

Lors d'une promenade, j'ai vu un major tenir son chapeau en main, la ceinture sur les épaules. Je lui ai posé la question pourquoi tu fais ça mon major ? Le major m'a répondu, «ce n'est plus l'époque de la grande discipline militaire et tu ne sais pas comment j'ai obtenu mon grade.» Les femmes à l'époque ne pouvaient pas servir sous le drapeau. Les premières filles dans l'armée étaient celles qui avaient échoués aux examens d'Etat. Mobutu a décidé de les inscrire dans l'ANC en 1973.

J.E.M : en tant que militaire quel souvenir gardez-vous de l'indépendance ?

F.I.I : Pour nous, l'indépendance de la RDC part d'un petit geste en 1959 lors d'une parade militaire au camp Prince Charles, actuellement camps Lukusa à Kisangani. Lumumba est venu expliquer aux militaires que l'in-

dépendance les concernait également, contrairement à ce que leur disaient les officiers belges qui disaient que c'était uniquement l'affaire des civils. Tout d'un coup, il a ôté le grade de major à un officier belge et investit au sergent Loso Leonard, qui devient le premier major de la force publique Il. Voilà le début de ce grand événement que nous allons célébrer malgré les conditions précaires.

J.E.M : Comment vivez-vous aujourd'hui ?

F.I.I : Auparavant chaque administrateur de territoire et chaque bourgmestre envoyait les rapports de la situation des anciens combattants à la division des anciens combattants pour leur prise en charge et l'élaboration des statistiques. Mais depuis 1971, rien ne se fait. Nous n'avons ni soutien ni financement pour les soins médicaux. Nous sommes actuellement 1380 dans la ville. Le moins gradé touche une pension de 1400 fc et le plus gradé 5000 fc. C'est ridicule. Pendant la dernière rébellion, nous avons fait 5 ans sans toucher un rond. Actuellement, certains d'entre nous, épuisés, fatigués, sont sentinelles ou font les travaux des champs pour survivre. Même pour ce défilé du 30 juin, on ne s'intéresse pas à nous les témoins vivants de l'histoire.

Propos recueillis par Lambert Lambe

(suite de la page 4)

«L'Etat n'a pas investi pour le maintien des routes, l'outil de production pour la SNCC n'a pas été renouvelé. Tout l'argent avait comme destination l'état major du parti-Etat et les poches des autorités au pouvoir», témoigne Emile S'hung Otshudi. «Les rébellions de la dernière décennie ont renforcé la dégradation», estime un acteur politique.

Pour garder ces routes en bon état, le pouvoir colonial engageait des cantonniers dans chaque village sous la supervision des chefs de locaux. Ils étaient payés mensuellement par l'Office des routes. «Le pouvoir de l'époque allouait 40 à 75% du budget annuel pour l'acquisition des engins, construction et maintenance des voies de communication», selon Jean Philippe Peemans dans son ouvrage Congo Zaïre au gré du 20^{ème} siècle. Etat, économie et société de 1880 à 1990.

Une relance timide, porteuse d'espoir

Depuis les années 2000, la Banque Mondiale a commencé

à financer les travaux de réhabilitation des routes (Opala, Ituri, Yangambi, Lubutu). Le 31 mai s'est tenu une consultation, pour la réouverture et à l'entretien des routes Niania-Isiro et Kisangani-Beni par le projet PRO-ROUTES financé par la coopération Franco Britannique et la Banque Mondiale. Ces organismes financent aussi les travaux en cours sur les routes Buta et Ubundu. L'Office des routes vient d'acquérir des nouveaux engins du gouvernement central et du projet PRO-ROUTES. «Le fonds national d'entretien routier (Foner) qui gère désormais les péages sur la route Ituri finance l'entretien en cours des routes et ponts notamment Lindi et Avakubi», souligne l'ingénieur Sylvain Kabeya, chef de division technique à l'office des routes. «Malheureusement, ce sont les bailleurs des fonds qui décident de la réhabilitation de tel ou tel secteur à la place du gouvernement», regrettent nombre des responsables des entreprises publiques.

Daniel Lokulu

Bâtiment 1925 : un édifice à l'image de l'histoire de la ville

«1925» ce bâtiment, qui héberge aujourd'hui de nombreux services publics, a vu passer bien du monde. C'est un condensé de l'histoire de Kisangani que recèle ses murs délabrés. Mais comme de nombreux immeubles de l'époque coloniale, patrimoine de la ville, il attend qu'on prenne soin de lui.

Il est toujours là, debout depuis 1925, sur le boulevard Mobutu, non loin de la fontaine construite par l'explorateur H.M. Stanley et du port public de l'Onatra. C'est un bâtiment d'un étage construit en briques cuites de petites dimensions. Cet immeuble rouge attire la curiosité de visiteurs. A l'entrée principale, une grande horloge, entourée d'herbes dont l'aiguille est arrêtée, semble dire que depuis l'in-

Un symbole oublié

Pendant la période coloniale, ce bâtiment abritait les services des Affaires intérieures pour la main d'œuvre (AIMO) qui dépendait directement du ministère des Colonies en Belgique. Tous les agents de l'administration de l'intérieur de la province de l'Est (Maniema, du Nord et Sud Kivu, et la Province Orientale) de 1908 à 1933 y étaient rattachés. Des commissaires des

doit encore à la famille Lumumba cette somme», pense Isaotua.

Ce bâtiment d'une dizaine d'appartements abrite actuellement trente bureaux des services de l'Etat : deux ministères provinciaux, la division des affaires intérieures considérée comme héritière directe du pouvoir colonial, la division de l'agriculture, du développement rural, de l'industrie, petite et moyenne entreprise et artisanat (IPMEA), et la



Une partie du bâtiment 1925 non encore réhabilitée.



Une partie du bâtiment 1925 déjà réhabilitée par PAIDECO Tshopo

dépendance le temps s'est arrêté et que le Congo n'avance plus. «Cette horloge indiquait l'heure et aidait à respecter l'horaire du travail», explique Loose Wawina, archiviste à la division provinciale de l'Intérieur, locataire du bâtiment.

«Malgré l'importance que revêt ce patrimoine colonial dans l'histoire de notre administration, il n'a jamais été réhabilité depuis 85 ans», regrette Philippe Bokota, chef de service de la population et de l'état civil. Les plafonds et les tôles croulant sous le poids de l'âge donnent l'impression de tomber sur les agents. Les eaux de pluie ont raviné les murs. Pourtant, ce bâtiment n'a pas connu une forte dégradation comme beaucoup d'autres maisons de l'époque coloniale», se console Pierre Salumu chef de division de l'Intérieur qui espère le voir remis en état.

districts, des administrateurs des territoires blancs et leurs collaborateurs «évolués»(noirs qui ont fait 5 ans de l'école primaire) ont travaillé ici.

Parmi eux, Patrice Emery Lumumba, qui fut le premier, premier ministre de la RDC, y a travaillé comme bibliothécaire de 1947 à 1948 avant son affectation à Yangambi. «Son coffre-fort gardé dans mon bureau n'a jamais été ouvert jusqu'à nos jours», déclare Léonard Isaotua, chargé d'étude, documentation et publication à la division de l'Intérieur. Dans ce bureau, on trouve encore une lettre de P. E. Lumumba adressée au commissaire de district réclamant des arriérés de salaire. «J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me liquider la somme de 600 Fc en rémunération... soit six mois en 100 Fc». «La Belgique

division de genre, femme, famille et enfant.

Depuis janvier 2010, le projet d'appui aux initiatives de développement communautaire du district de la Tshopo (PAIDECO/Tshopo) réhabilite cet immeuble et l'équipe en meubles. «Nous avons 80 millions de dollars pour réhabiliter les édifices publics en dégradation dans le district de la Tshopo», précise Félicien Kabasele Dishu, chargé de communication. Mais, «la plupart de maisons laissées par les belges sont vétustes et en très mauvais état d'entretien», constate l'ingénieur Roitelet Musafiri, expert immobilier agréé. «Certaines sont à démolir, d'autres à réhabiliter dans leur structure interne, pas seulement passer une couche de peinture» ajoute-t-il.

Cosmas Mungazi

La lente intégration sociale des métis

Les enfants laissés par les Belges et autres expatriés et leur descendance se sentent congolais. Ils gardent cependant certains comportements liés à leur origine. Ils préfèrent les affaires aux études, ils se marient plus facilement entre eux et vivent au sein de leur communauté.

Au départ des Belges et autres expatriés après l'indépendance du Congo et la zaïrianisation (1974), de nombreux enfants issus des unions entre eux et des femmes congolaises sont restés en RD Congo. Ils ont fait souche dans le pays et y ont de nombreux descendants. Ils constituent la classe des métis, communément appelés «mulâtres». Généralement, de peau blanche ou «café au lait», ils sont considérés comme un groupe à part. Si certains ont gardé contact avec les familles de leurs pères, d'autres n'en ont plus aucune trace ou nouvelle.

Issus de Belges, Grecs, Chinois, Libanais, Portugais, Asiatiques, ... ces enfants ont fait le choix de la RDC comme patrie et se comptent dans les tribus de leurs mères. La plupart sont de la classe moyenne et de celles des hommes d'affaires grâce à l'héritage de leurs pères. «J'ai hérité des magasins et maisons de mon père bien avant l'indépendance», explique Lolo Mahamba, fils d'un commerçant et éleveur d'origine grecque. «Grâce à ces legs, nous avons fructifié et acheté d'autres immeubles au centre ville», ajoute-t-il. D'autres, des petits fils, qui n'ont hérité de rien, réussissent grâce à leurs efforts personnels. Rares font cependant des grandes études universitaires. Ils préfèrent se lancer dans les affaires. «Il est difficile de trouver un métis s'adonner à un métier non lucratif. Ceux qui ne font pas d'études font le commerce. Les jeunes garçons ont un penchant pour la mécanique automobile. Ils sont chauffeurs dans les entreprises tenues par des métis ou expatriés. D'autres sont menuisiers ou encore maçons, ...», analyse Kabala Musimbi, sociologue. Roger Ibenge, métis breveté de la mécanique automobile de l'Institut Tchololo, mieux connu sous le sobriquet de Papa Joli est ainsi réputé dans le montage des véhicules dans son garage privé.

Intégration à facette multiple

Leur intégration est cependant lente. Les femmes métisses sont réputées ne vouloir sortir qu'avec des métis, des Blancs ou des hommes noirs fortunés. Certains hommes craignent de les prendre en mariage. Elles n'accordent pas beaucoup d'importance aux études. «Rares sont celles qui terminent leurs études vu leur beauté», témoigne Nicole Eddy Breat, mariée elle-même à l'âge de 14 ans. De la descendance de Guillaume Breat d'origine belge, Nicole Eddy Breat, 40 ans révolue, célibataire, a 4 enfants de deux maris noirs. Son père a séjourné au Congo entre 1952-1969 et comme ingénieur, il a construit les stations pétrolières de FINA à Kisangani, les ponts sur la route Opala et dans la province de l'Equateur. Elle n'a aucune nouvelle de sa famille biologique qui serait en Belgique. Elle a hérité de cinq maisons dont trois lui ont été ravies sous le régime Mobutu. «Parfois les mères nous imposent leur volonté en cas de mariage», regrette Odette Mutala, étudiante à l'université de Kisangani et fille d'un commerçant saoudien qui vit avec sa mère.

Les métis vivent en groupe et s'aident mutuellement. Difficile de voir les Noirs dans leurs pré carrés. «La vie n'est pas facile en communauté. Nous, métis, sommes souvent mal vus par nos collègues mécaniciens. Je suis le seul qui a un garage et des véhicules dans une promotion de 20 finalistes que nous étions à l'école», déclare Roger Ibenge, qui n'a pas connu son père grec, commerçant à Butembo. Il est cependant fier d'être Congolais. S'ils s'intègrent rapidement dans le monde économique, ces métis épousent lentement les mœurs et coutumes et se considèrent comme souche supérieure. D'autres métis mieux placés en ville dans le monde politique et des affaires sont réticents à délier leurs langues.

G. Famba, N. Midesso, C. Mungazi, L. Bendea

ACTUALITÉS

Indépendance

Mercredi 16 juin, le gouverneur de province Médard Aucai et les ministres provinciaux, coupe-coupe en main, ont donné le coup d'envoi des activités d'assainissement de la ville, au cimetière de la Makiso où une clôture est désormais en construction. Peu avant, c'est le maire qui a peint en bleu, rouge et jaune les arbres et poteaux. Les bordures de certains boulevards enfouies sous le sable brillent en rouge et blanc. Certains édifices sont repeints en blanc. Devant la place des Martyrs, un monument du cinquantenaire de l'indépendance est érigé. A quelques mètres de là, le rond point du Canon change

complètement de visage, grâce au travaux financés par l'Office des mines d'or de KILO MOTO. Le rond point du stade subit aussi des modifications.

Dans les communes, les bourgmestres, chefs de quartiers et avenues ne sont pas restés en marge. Même les membres des partis politiques se sont mis à désherber les rues et places publiques.

Sur le plan social, la fondation Darwezi vient de réhabiliter 91 bornes fontaines sur les 128 que comptent les communes et prévoit de payer les dettes de consommation d'eau qu'avaient ces bornes fontaines au près de la REGIDESO

L'indépendance sans la RTNC.

Dans une correspondance des ADG de la RTNC et RENATELSAL adressées aux directeurs des stations provinciales de ces entreprises publiques, il leur est désormais interdit de couper (décrochage) la diffusion du programme national au bénéfice des programmes locaux. «Il est aussi demandé aux gouverneurs de province d'acheter des émetteurs pour les stations de leurs provinces», déclare le directeur de la RTNC.

Musique

A l'occasion de la fête de musique célébrée le 20 juin 2010, l'Alliance Française de Kisangani en partenariat avec la Bralima a réuni le ballet de musique tra-

ditionnelle MABINA, le chanteur griot Papa Rovinsky, les jeunes talents, le rappeur Master Deep et le groupe Singa Mtwambe de Kisangani qui ont présenté un spectacle gratuit diversifié à la salle de l'Alliance Franco Congolaise (AFRACO). L'Attaché de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en poste à Kisangani, Benoît Billy, a apporté son appui pour l'organisation de cette manifestation. «L'édition 2010 a permis de renouveler avec cette fête qui n'avait plus eu lieu depuis 2007», déclare Benoît Billy. Le rendez-vous est donné pour l'édition 2011 où l'invitation est lancée au public Boyomais d'assister à ces genres des spectacles.

50 ans après l'indépendance. Le nombre d'étudiants prime sur la qualité de la formation

Depuis 50 ans, l'enseignement universitaire s'est fixé la mission de former l'élite congolaise. Mais si le nombre de d'étudiants et de cadres formés s'est considérablement accru, la qualité de la formation et des infrastructures s'est détériorée.

Les universités congolaises, en particulier l'Unikis, entreront-elles dans le système international appelé Licence-Maîtrise-Doctorat (LMD) qui fusionne graduat et licence en 3 ans, puis 2 ans de maîtrise et 3 ou 4 ans de doctorat ? se sont interrogés les chercheurs au cours de l'atelier tenu du 22 au 23 juin à l'Unikis. Ce qui permettrait la reconnaissance de leurs diplômes qui ont aujourd'hui perdu de leur valeur. 50 ans après l'indépendance, l'Unikis accueille aujourd'hui un nombre croissant d'étudiants, 7000 actuellement mais leur niveau n'est plus ce qu'il était.

Pour le Professeur Patrick Wenda, «jadis milieu d'excellence, l'université est devenue un lieu où tout le monde veut accéder actuellement même sans conviction. L'important est d'avoir un diplôme. Et le résultat est médiocre : beaucoup terminent avec de difficultés de lecture, d'écriture». On recherche le diplôme plus que la formation. «On a créé un mythe du diplôme», estime Célestin Luka, directeur général honoraire (1993-2010) de l'I.B.T.P. Pourtant l'Unikis a longtemps été une université renommée.

«Dans ma promotion de première candidature (équivalent de graduat, ndlr) en sciences humaines, nous avons fini à cinq. Le nombre d'étudiants étaient inférieur à celui des enseignants» témoigne Célestin Luka. Aujourd'hui, l'université affiche de nombreuses réussites. Des cabinets des médecins, d'avocats, des psychologues et centres de recherches sociales attestent de cette production de l'Unikis. Beaucoup de cadres formés chôment.» L'année passée et au courant du premier semestre de cette année, l'Unikis a compté plus de vingt nouveaux docteurs en thèse et de nombreux diplômés d'études supérieures», se réjouit le professeur Sengi Bagama, Secrétaire général académique de l'Unikis.» Avant, on devenait docteur après un soutien de l'Europe via Kinshasa. Mais c'est vers les années 2000, période des rébellions, qu'il y a eu beaucoup de défense de thèse localement. Après la réunification, toutes ces thèses ont été entérinées par Kinshasa» ajoute-t-il. Désormais l'Unikis dispose d'environ 88 professeurs permanents et 88 visiteurs. Il en faudrait 300.

Évolution quantitative que qualitative...

Le nombre d'enseignants a considérablement augmenté, celui des étudiants encore plus. Mais les moyens n'ont pas suivi ces évolutions, les infrastructures non plus. Les bancs, les

auditoires, les homes, les laboratoires manquent, les bibliothèques ont vieilli. Les universités ont proliféré dans tous les coins du pays mais les écoles techniques ou des métiers qui seraient utiles au développement du pays n'ont pas suivi le même rythme. «Des jeunes gens pensent que ces écoles techniques sont difficiles. Ce qui explique cet engouement dans les domaines dits faciles comme les sciences humaines, par exemple», explique le professeur Wenda. Mais elles n'offrent guère de débouchés et fabriquent de nombreux chômeurs. L'IBTP, l'Institut des bâtiments et travaux publics, ne compte ainsi que 559 étudiants. «L'orientation scolaire n'existe plus. Grâce à elle, on pouvait orienter chacun selon des aptitudes, regrette» le Pr Wenda. La massification de l'enseignement supérieur a réussi mais la qualité et l'adaptation aux besoins du pays reste un défi.

Trésor Boyongo

En 1963, est créée l'Université libre du Congo (actuel Unikis), rattachée à l'Université d'Amsterdam d'obédience protestante. Une de trois grandes universités du pays pour former une élite congolaise au lendemain de l'indépendance. Sous l'impulsion d'un Recteur blanc, Hobgood, cette université démarre avec sept facultés dont celle des sciences politiques. A la suite des vicissitudes et des rébellions, elle a été transférée par deux fois de Kisangani pour Kinshasa et Kananga (1965-68) et est revenue en 1968. «Les étudiants critiquaient toute orientation politique non conforme aux théories...», raconte, nostalgique, Célestin Luka, l'un des premiers étudiants de l'Université libre du Congo. Considérée comme un foyer de soulèvements sociaux par les politiques, elle a fusionné avec les universités de Lovanium et officielle du Congo pour former les trois campus de l'Université nationale du Zaïre en 1971 avec à sa tête Monseigneur Tshibangu, secondé par trois vices recteurs. Celui de Kisangani était sous la direction de Koli Elombe, le premier noir après les Blancs.

En 1981, les campus deviennent des universités indépendantes. Celle de Kisangani démarre avec deux facultés. La faculté d'agronomie devient Institut facultaire agronomique (IFA). Les professeurs à la tête de ces institutions aujourd'hui ont été formés localement.

Trésor Boyongo

Mongongo Journal école

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Éditeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : 243(0)81 200 63 99

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Hortense Basea, Lambert Lambe, Nadia Midesso, Gabriel Famba, Lyly Bendea, Daniel Lokulu, (étudiants en Sciences de l'information et de la communication/Unikis)

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Distribution, marketing et maquette

Jimmy Bakelenge
Tél : 243(0)85 338 93 25

Supervision et formation

Syfia international
33 (0)4 67 52 79 34
contact@syfia.info

Impression : Bureautique Mwenyemali

Dessin : Roger Bamungu

Abonnement annuel: (24 numéros) 10\$,
abonnement de soutien 50 \$ minimum.

Points de vente :

Bibliothèque centrale, Faculté des Sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La Poste, Paroisse Christ Roi Mangobo, Bld Has-san II Lubunga et ISTM Kisangani